PRÉFET

DE LA RÉGION

BOURGOGNE-



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Actualisation au 3 mai 2021

À l'issue du 1er confinement, l'activité est repartie dans la région comme en France, ce qui s'est notamment traduit par des créations d'emploi au troisième trimestre 2020. La mise en place d'un deuxième confinement fin octobre a freiné la reprise de l'activité mais ne l'a pas fortement pénalisé comme au premier confinement. L'emploi salarié s'est d'ailleurs maintenu dans la région au 4e trimestre. Toutefois, certains secteurs rencontrent des difficultés qui commencent à peser sur l'activité et l'emploi. En particulier, dans la fabrication de matériels de transport, l'emploi permanent enregistre sa plus forte baisse depuis dix ans et l'emploi intérimaire s'est également replié. Ce début 2021, de fortes tensions sur les approvisionnements avec des délais rallongés de livraison et la pénurie de certains composants entrainent des hausses de prix et freinent l'activité dans l'industrie et la construction.

L'EMPLOI EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Les effets de cette crise sanitaire se sont rapidement répercutés sur le marché du travail en 2020 mais ont été atténués par les mesures de soutien mises en place. De plus, à l'instar de ce qui est observé à l'échelle nationale, les entreprises ont beaucoup réduit leur recours à l'intérim, reporté ou annulé les embauches et n'ont pas renouvelé les CDD. Le deuxième confinement vient stopper la reprise des mois précédents. Moins restrictif que celui de mars, il a surtout eu un effet sur les secteurs visés par les mesures sanitaires. Ainsi, l'activité s'est relativement maintenue au cours du 4^e trimestre 2020.

L'EMPLOI SALARIÉ TOTAL SE STABILISE AU 4^E TRIMESTRE 2020¹

Dans le sillage l'activité, l'emploi salarié total (privé et public) se maintient au 4e trimestre 2020 en Bourgogne-Franche-Comté: +0,1 %, soit environ 1 300 emplois, supplémentaires. Au niveau national, l'emploi recule très légèrement (-0,1 %). L'emploi salarié augmente dans le privé et

Contexte national

Le PIB français se replie: -1,4 % au 4^e trimestre 2020 après +18.5 %. Il est inférieur de 4,9 % à son niveau un an auparavant. Cette baisse est toutefois plus modérée que celle constatée lors du 1er confinement. En moyenne sur l'année, l'activité chute de manière historique : -8,2 % en 2020, après +1,5 % en 2019. Au 4^e trimestre, l'effet des mesures sanitaires se traduit par une baisse de la consommation des ménages. A l'inverse, l'investissement et le commerce extérieur continuent de se redresser.

Au 4^e trimestre 2020, l'emploi salarié privé marque le pas (-0,1 %) après un rebond cet été. L'intérim continue de se redresser (5,1 %) mais reste à un niveau inférieur à celui d'avant crise. Hors intérim, l'emploi salarié recule dans l'industrie et le tertiaire marchand mais il progresse dans les la construction.

Le taux de chômage au sens du BIT diminue sur le trimestre de 1,1 point, et s'élève à 8,0 % de la population active en France (hors Mayotte). Après une forte hausse au trimestre précédent marquant un retour à la normale concernant les comportements de recherche, le taux de chômage baisse de nouveau en trompe-l'œil. En effet, avec le 2^e confinement un nombre important de personne ont basculé vers l'inactivité.

¹ Pour en savoir plus : « Conjoncture Emploi Insee - Urssaf - DREETS », Insee - Urssaf - DREETS, Insee Flash, avril 2021.

le public mais cette hausse est un peu plus marquée dans le public (+0,4 % contre +0,1 %). Sur un an, l'emploi salarié total recule (-1,5 %) et plus de 14 000 emplois salariés ont été détruits. Dans la région comme en France, l'emploi reste ainsi en dessous de son niveau d'avant crise.

Au quatrième trimestre 2020, l'emploi dans les services non marchands, l'intérim et la construction continuent de progresser mais sur un rythme plus modéré qu'au trimestre précédent. En revanche, il recule dans les services marchands hors intérim (- 1,0 %) avec 2 400 emplois en moins ce trimestre. L'hébergement et la restauration et les services aux ménages se replient respectivement de 4.6 % et 2.3 %.

Dans l'industrie, l'emploi reste sur sa tendance baissière : - 0,5 %. Tous les secteurs industriels perdent des effectifs, à l'exception de l'industrie agroalimentaire où ils augmentent.

L'évolution de l'emploi est contrastée au niveau des départements. Il continue de progresser dans le Jura et en Haute-Saône (+0,7 % chacun) en raison d'une hausse de l'intérim plus soutenue. De plus la Haute-Saône est le seul département où les services marchands hors intérim gagnent des effectifs ce trimestre.

Évolutions de l'emploi salarié en Bourgogne-Franche-Comté
Emploi salarié total

Emploi salarie total									
	Empl	ois (en millie	Variation	Variation (en %)					
	4e trim. 2019	3e trim. 2020	4e trim. 2020	trimestrielle	annuelle				
Côte-d'Or	216	214	214	0,2	-1,0				
Doubs	197	193	193	-0,1	-2,1				
Jura	86	85	86	0,7	-0,3				
Nièvre	67	65	65	-0,2	-2,3				
Haute-Saône	66	65	66	0,7	-0,6				
Saône-et-Loire	183	181	181	0,1	-1,1				
Yonne	109	106	106	0,0	-2,4				
Territoire de Belfort	51	49	49	-0,3	-2,9				
Bourgogne- Franche-Comté	975	959	960	0,1	-1,5				
France hors Mayotte	25 534	25 270	25 250	-0,1	-1,1				

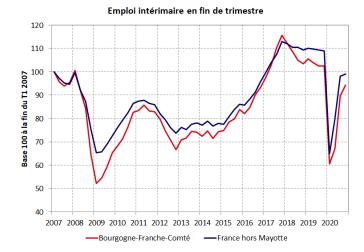
Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source: Insee, estimations d'emploi.

L'INTÉRIM PROGRESSE DE NOUVEAU 2

Environ 35 700 intérimaires sont comptabilisés fin décembre 2020 dans les entreprises de travail temporaire de la région. Après une forte hausse au trimestre précédent, l'emploi intérimaire augmente plus modérément au 4^e trimestre 2020 : +5,2 %, soit près de 1 800 intérimaires. Le nombre d'intérimaires progresse au même rythme qu'au niveau national (+5,1 %) et n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant crise.

Dans la région, les effectifs intérimaires augmentent dans la plupart des secteurs d'activité. La progression de l'emploi intérimaire est portée en particulier par la fabrication des autres produits industriels (métallurgie et fabrication de produits en caoutchouc et plastique) (+1 000 intérimaires) et construction (+350



Sources: Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim, traitement Sese DREETS Bourgogne-Franche-Comté.

Pour en savoir plus : « <u>L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté</u> », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, avril 2021.

intérimaires). En revanche, l'intérim se replie dans la fabrication de matériels de transport (-7,1 %, soit -260 intérimaires), l'industrie agroalimentaire (-5,4 %, soit -130 intérimaires) et l'hébergement et la restauration (-26,8 %, soit -60 intérimaires).

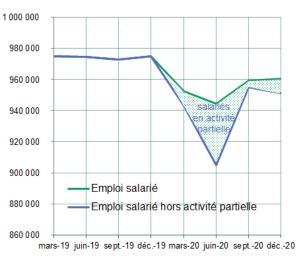
L'ACTIVITÉ PARTIELLE PERMET D'AMORTIR LES EFFETS DE LA CRISE SUR L'EMPLOI

Afin de limiter les effets de la crise sanitaire sur l'emploi, le dispositif d'activité partielle a été assoupli et élargi pour permettre aux entreprises de recourir plus massivement au dispositif. Il permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou de suspendre leur activité, tout en compensant en partie la perte de salaire de leurs salariés. Le maintien de l'emploi et des compétences au sein des entreprises doit leur permettre ainsi de redémarrer plus rapidement leur activité.

Au 4e trimestre 2020, près d'un salarié sur cinq en moyenne a bénéficié de l'allocation au titre de l'activité partielle contre 11,8 % au 3^e trimestre. Ce dispositif a été moins utilisé qu'au cours du premier confinement, les entreprises ayant davantage supprimé d'emplois dans certains secteurs d'activité. Toutefois, l'activité partielle a permis de limiter les suppressions d'emplois. Si les 40 000 salariés placés en activité partielle au 3e trimestre avaient perdu leur emploi, plus de 9 400 emplois en équivalent temps plein auraient été supprimés.

Au 4^e trimestre 2020, l'emploi aurait baissé de 0,8 % au lieu de se stabiliser⁴.

Emploi et recours à l'activité partielle en Bourgogne-Franche-Comté



Sources : DGEFP-Dares : Acoss-Urssaf

Une consommation d'activité partielle limitée pendant le 2^e confinement

Nombre d'établissements	36 966	42 199	38 223	17 011	9 187	5 367	5 654	9 618	18 242	13 357	11 166	10 402	1 126		47 391
Heures indemnisées	11 085 725	28 143 704	14 003 567	5 400 218	2 574 535	1 047 362	1 276 383	1 330 176	5 899 617	4 137 061	3 425 140	3 124 980	369 552	ſ	81 818 020
Nombre de salariés indemnisés	247 630	302 774	243 444	104 930	55 372	26 114	31 315	42 721	81 702	62 129	50 516	43 632	4 012	ſ	351 306
% salariés indemnisés / salariés du secteur	26%	32%	26%	11%	6%	3%	3%	4%	9%	6%	5%	5%	0%	ſ	37%
•	-	-			-			-			•	-		•	
Taux de consommation	mars-20	avr20	mai-20	juin-20	juil20	août-20	sept20	oct-20*	nov-20*	déc-20*	janv21	févr21	mars-21		Total
heures indemnisées / heures autorisées	49%	62%	35%	12%	11%	5%	8%	12%	33%	21%	31%	29%	3%		28%

Source: DGEFP-Dares *Les données à partir du mois d'octobre sont estimées à partir du SI APART du 8 avril 2021.

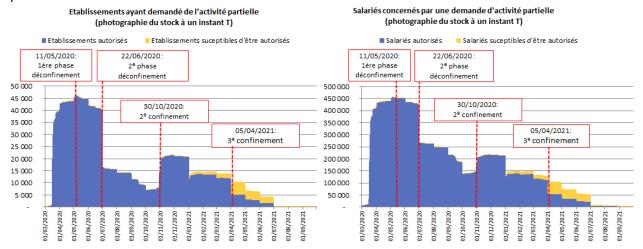
Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.

Ces données sont encore provisoires, toutes les demandes d'indemnisation n'aient pas encore été déposées

⁴ Pour mesurer l'impact de ce dispositif dans la sauvegarde de l'emploi salarié, la série d'emploi a été corrigée des effets de l'activité partielle en retirant à l'emploi salarié le nombre d'emplois équivalents temps plein que représente la perte de temps de travail pour les salariés en activité partielle.

UNE BAISSE DU RECOURS À L'ACTIVITÉ PARTIELLE DÉBUT 2021

Après la mise en place du 2^e confinement fin octobre 2020, les demandes d'activité partielle dans la région ont augmenté légèrement et se sont stabilisées en janvier et février. Ces demandes paraissent diminuer à partir de mars. Pour le mois d'avril, le recul sur les données n'est pour l'instant pas suffisant, il ne semble pour l'instant pas y avoir de hausse du recours à l'activité partielle.



Source : ASP-DGEFP-Dares (données du SI APART du 8 avril 2021)

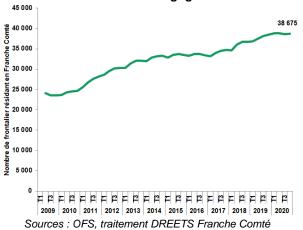
L'EMPLOI FRONTALIER DIMINUE LÉGÈREMENT

La crise sanitaire pèse également sur l'économie Suisse. Au 4^e trimestre 2020, l'emploi frontalier repart légèrement, par rapport au trimestre précédent : +0,2 %, soit près d'une centaine de frontaliers. Sur un an, les effectifs progressent quelque peu : +0,5 % soit environ 220 emplois. L'emploi frontalier augmente au 4^e trimestre 2020 surtout dans le canton du Jura (+0,6 %) et de Genève (+2,0 %) qui représentent à eux deux 60% de la hausse des effectifs. Dans le canton de Vaud, l'emploi frontalier se replie (-0,7 %, soit une cinquantaine d'emplois en moins).

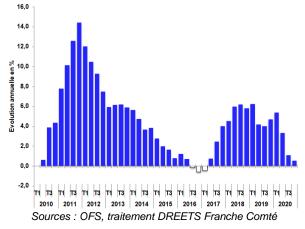
MEMENTO

Près de 39 000 habitants de la région travaillent en Suisse. 70 % d'entre eux résident dans le département du Doubs. Le Jura et le Territoire de Belfort abritent l'un et l'autre 17 % et 9 % des frontaliers de la région. Quelques centaines de travailleurs frontaliers résident dans les départements de l'ex Bourgogne, essentiellement en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire.





Variation annuelle de l'emploi frontalier



_

LE TAUX DE CHÔMAGE DIMINUE EN TROMPE L'ŒIL AU 4^E TRIMESTRE

Après deux trimestres de baisse en trompe-l'œil, le troisième trimestre marque un retour à la normale des comportements de recherches et augmente nettement. Au 4^e trimestre, le taux de chômage diminue en Bourgogne-Franche-Comté comme en France. Il s'agit de nouveau d'une baisse en trompe-l'œil comme au début d'année. Lors du 2^e confinement, un nombre important de personnes ont basculé vers l'inactivité (halo autour du chômage ou inactivité hors halo), faute notamment de pouvoir réaliser des recherches actives d'emploi dans les

Taux de chômage par département

Départements	4e trim. 2019	3e trim. 2020	4e trim. 2020	Evolution trimestrielle	Evolution annuelle	
Côte d'Or	6,4	7,0	5,9	1	₩.	
Doubs	7,4	8,6	7,2	1	1	
Jura	5,9	6,5	5,4	1	1	
Nièvre	6,8	7,5	6,2			
Haute-Saône	7,3	8,2	6,8	1	1	
Saône et Loire	7,3	7,9	6,7	1	1	
Yonne	7,5	8,2	6,9	1	1	
Territoire de Belfort	8,7	10,5	8,6	•	.	
Bourgogne-Franche-Comté	7,1	7,9	6,6	1	1	
France hors Mayotte	8,1	9,1	8,0	1		

Source: INSEE, traitement DREETS Bourgogne Franche Comté, SESE

conditions habituelles. Ainsi le taux de chômage se replie dans la région de 1,1 point comme au niveau national et s'établit à 6,6 % au 4^e trimestre 2020. Il se situe en dessous de son niveau d'avant crise.

Le taux de chômage baisse dans tous les départements de la région. Il diminue le plus dans le Territoire de Belfort (-1,9 point). Il se situe entre 5,4 % dans le Jura et 8,6 % dans le Territoire de Belfort, ce dernier département étant le seul de la région à se situer au-dessus du niveau national.

LA DEMANDE D'EMPLOI AUGMENTE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2021 ⁵

Au 1^{er} trimestre 2021, la demande d'emploi augmente pour toutes les catégories de demandeurs d'emploi. Cette progression est toutefois modérée pour les catégories A, B et C. Toutes les tranches d'âge sont concernées. Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte particulier. Le confinement de novembre avait impacté les recherches actives d'emploi au trimestre précédent, le premier trimestre 2021 marque donc un retour « à la normale » du fonctionnement du marché du travail.

Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

	1er trim. 2020	4e trim. 2020	1er trim. 2021	Variation trimestrielle		Va	Variation annuelle	
Demande d'emploi en fin de mois								
catégorie A	118 560	122 850	123 500	×	0,5	×	4,2	
catégorie B	31 740	31 290	31 640	×	1,1	1	-0,3	
catégorie C	58 880	66 300	66 520	×	0,3	×	13,0	
Ensemble	209 170	220 440	221 660	$\boldsymbol{\varkappa}$	0,6	$\boldsymbol{\varkappa}$	6,0	
Demande d'emploi des femmes								
catégorie A	57 170	58 260	58 890	\times	1,1	$\boldsymbol{\varkappa}$	3,0	
Ensemble	109 040	112 890	113 770	$\boldsymbol{\varkappa}$	0,8	$\boldsymbol{\varkappa}$	4,3	
Demande d'emploi des 15-24 ans								
catégorie A	17 480	17 840	17 960	\times	0,7	$\boldsymbol{\varkappa}$	2,7	
Ensemble	29 120	31 610	31 540	1	-0,2	×	8,3	
Demande d'emploi des 50 ans et plus								
catégorie A	33 850	35 060	35 350	\times	0,8	$\boldsymbol{\varkappa}$	4,4	
Ensemble	56 350	58 670	59 260	×	1,0	×	5,2	
Demande d'emploi de longue durée								
nombre	97 250	106 560	110 520	×	3,7	×	13,6	
poids	46,5%	48,3%	49,9%	×	1,6	×	3,4	
source: STMT Pole emploi DARES, données	s CVS.							

La demande d'emploi de catégorie A progresse légèrement dans la région par rapport au trimestre précédent : +0,5 % après -5,6 %. Sur un an, elle augmente de +4,2 %. La demande d'emploi de catégorie A augmente dans toutes les tranches d'âge sur un trimestre et sur un an. Les entrées à Pôle emploi ont fortement augmenté ce trimestre. D'une part, le nombre de personnes s'inscrivant pour la première fois ou restées inactives jusqu'à présent reviennent sur le marché du travail. D'autre part, les fins de CDD sont plus nombreuses qu'au précédent trimestre.

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite continue d'augmenter mais moins fortement qu'au trimestre précédent. La hausse des entrées pour fin de mission d'intérim continue d'alimenter cette progression comme au trimestre précédent, mais une partie de ces demandeurs d'emploi pourraient avoir trouvé un emploi, en lien avec la nette hausse des sorties liées aux reprises d'emploi (+4 %) et des entrées en stage (+20 %).

La demande d'emploi de longue durée augmente plus fortement ce trimestre (3,7 %).

⁵ Pour en savoir plus : « <u>Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté</u> », Direccte et Pôle Emploi Bourgogne-Franche Comté, avril 2021.

► LA SITUATION DES ENTREPRISES EN BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

Une perte d'activité dans les mêmes proportions qu'au cours du 2^e confinement

En mars, d'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France⁶, l'activité a diminué légèrement dans l'industrie en raison de la baisse enregistrée dans la fabrication de matériels de transport où il existe des tensions sur l'approvisionnement de certains composants⁷. Elle se situe 10 points en dessous de son niveau jugé « normal ». Une légère progression est anticipée pour le mois d'avril malgré le renforcement généralisé des restrictions sanitaires.

Dans les services, l'activité se situe en mars 10 points en dessous du niveau jugé « normal », malgré une faible activité dans l'hébergement et la restauration. Pour le mois d'avril, l'activité pâtirait du renforcement des mesures sanitaires et situerait 20 points en dessous de son niveau jugé « normal ».

Au total, la banque de France estime que la perte de PIB pour une semaine type d'activité (par rapport au niveau normal d'avant la pandémie) serait de -7 % en avril après -4 % en mars. Le repli du mois d'avril serait semblable à celui enregistré lors du 2^e confinement, et il serait quatre à cinq fois moins important qu'au printemps 2020.

Un début 2021 marqué par des problèmes d'approvisionnement dans l'industrie et la construction

Les mesures de confinement ont engendré un fort ralentissement de l'activité industrielle alors que dans le même temps la demande a explosé sur certains produits (ordinateurs, objets connectés, matériaux de bricolage, etc.). À cela s'ajoute en ce début 2021 des aléas climatiques qui mettent à mal l'activité des entreprises produisant les composants nécessaires à la fabrication de ces produits. Le tout est aggravé par les difficultés du fret maritime dans le transport des marchandises. Ainsi, de fortes tensions sur les approvisionnements avec des délais rallongés de livraison et la pénurie de certains composants (semi-conducteurs, plastique, acier, bois, etc.) entrainent des hausses de prix et freinent en aval l'activité des usines et des chantiers. Trois secteurs sont principalement affectés en tant que fournisseurs (l'électronique, la métallurgie⁷ et la chimie) et trois autres en tant que clients (l'automobile, l'agroalimentaire⁷ et le bâtiment).

Plus particulièrement, ce début 2021 est marqué par une pénurie mondiale de semi-conducteurs comme les puces électroniques, indispensables pour la fabrication d'ordinateurs, téléphones, véhicules etc. La fabrication de matériels de transport est particulièrement impactée en raison de la faiblesse de ses stocks. En 2020, les fabricants de composants électroniques ont fait face à une hausse soudaine de la demande pour équiper des produits électroniques. La demande pour les ordinateurs, les consoles de jeux et les objets connectés a fortement augmenté dans le contexte de la pandémie de Covid-19, qui a accéléré l'essor du télétravail et des loisirs à la maison. Or le marché des semi-conducteurs était déjà sous pression du fait de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. De plus, la production de semi-conducteurs nécessite une grande quantité d'eau. Les principales entreprises de ce secteur se situe à Taiwan qui connait une sécheresse sans précédent depuis trois mois, ce qui engendre des difficultés de production.

Par ailleurs, les approvisionnements en plastiques sont également sous tension en raison d'une pénurie de matière première, le polypropylène. Cette pénurie provient à la fois du rebond de la demande en plastique sur le marché asiatique où l'économie est repartie, des stocks bas et de la vague de froid au Texas où les principales entreprises du secteur sont implantées et qui ont dû fermer en raison des coupures de courant.

Enfin concernant la pénurie de bois, les usines en ont moins produit avec les mesures de confinement. De plus, d'importants feux de forêt ont touché les États-Unis et des barrières douanières ont été mises en place avec le Canada, ce qui a ralenti les importations en provenance de ce pays. Les américains se fournissent désormais auprès des européens et achètent à un prix élevé. Les fournisseurs européens se tournent ainsi davantage vers le marché américain. Comme la demande en bois en Europe a fortement progressé, en lien avec l'engouement cette année pour le bricolage et la rénovation, les délais d'approvisionnement s'allongent et impactent les chantiers.

⁶ « <u>La conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté</u> », Tendances régionales, Banque de France, avril 2021.

⁷ Impact covid dans la fabrication de matériels de transport, la métallurgie et l'industrie agroalimentaire, DREETS, avril 2021.

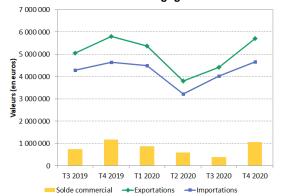
LES EXPORTATIONS RECULENT ENCORE AU 4^E TRIMESTRE 2020

La Bourgogne-Franche-Comté représente environ 5.0 % des exportations de France métropolitaine⁸. Au 4^e trimestre 2020, les exportations reculent sur un an de 1,3 % mais elles retrouvent un niveau proche à celui d'avant crise. Elles diminuent surtout dans les autres produits industriels (-6,6 %) et dans la fabrication de matériel de transports (-5,1 %). Elles progressent en revanche dans les industries agroalimentaires (+10,4 %). L'Union Européenne est le principal débouché à l'export de la région. Les principaux partenaires sont l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Suisse et le Royaume-Uni. Les exportations reculent sur un an vers l'Italie et l'Allemagne mais rebondissent nettement vers le Royaume-Uni, la Chine et le Danemark. À l'approche de la date butoir du 1er janvier 2021 pour le Brexit, les importations britanniques ont ainsi bénéficié d'effets de stockage en fin d'année, sur fond de reprise au quatrième trimestre. Les exportations françaises, à cet égard, ont alors davantage progressé vers le Royaume-Uni que vers les partenaires de l'Union européenne. Les importations progressent légèrement sur un an (+0.2%).

BREXIT: ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC L'UE

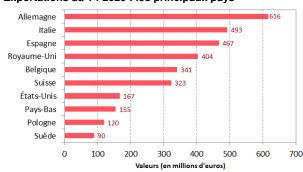
Depuis le 1^{er} janvier 2021, le Royaume-Uni est sorti du marché unique européen. L'accord de libre-échange avec l'Union européenne n'introduit aucun tarif douanier mais instaure des barrières non-tarifaires (contrôles sanitaires phytosanitaires) qui affectent les flux biens. commerciaux formalités de Ces administratives impliquent coûts des supplémentaires pour les entreprises britanniques qui exportent vers le marché unique, réciproquement. A court terme, les transitant de l'Union européenne Royaume-Uni ne devraient être affectés que progressivement, des périodes de transition et des dérogations pour limiter les rigidités à la frontière étant mises en place du côté britannique. Les douanes britanniques procéderont aux contrôles complets à partir de juillet 2021. En revanche du côté européen, aucun allègement administratif n'est prévu pour les biens provenant du Royaume-Uni.

Le commerce extérieur en Bourgogne - Franche-Comté



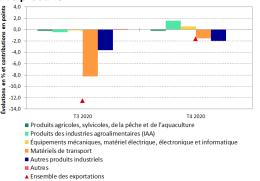
Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB. Données brutes.

Exportations au T4 2020 : les principaux pays



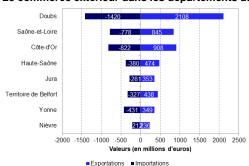
Source: DGDDI, valeurs Caf/FAB. Données brutes.

Évolutions annuelles des exportations et contributions des produits



Source: DGDDI, valeurs Caf/FAB. Données brutes.

Le commerce extérieur dans les départements au T4 2020



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB. Données brutes.

⁸ Chiffres du commerce extérieur pour la région et les départements, Direction générale des douanes.

DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES CONTENUES POUR LE MOMENT

Les défaillances d'entreprises sont en nette diminution depuis le mois de mars dans la région comme en France, en partie en raison d'une baisse d'activité des tribunaux pendant le confinement et de l'adaptation des textes relatifs aux procédures collectives. Au 4e trimestre 2020, 275 procédures ont été ouvertes, soit -47,5 % par rapport au 4e trimestre 2019. Pour le moment, environ 810 emplois sont menacés par les différentes procédures.

Défaillances d'entreprises



n.s.: non significatif

POUR EN SAVOIR PLUS

PUBLICATIONS RÉGIONALES:

- Fiches sectorielles impact Covid 2019, DREETS Bourgogne-Franche Comté, mai 2021.
- « L'intérim en Bourgogne-Franche-Comté », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, avril 2021.
- « Conjoncture Emploi Insee Urssaf DREETS du 4e trimestre 2020 », Insee Urssaf DREETS, Insee Flash, avril 2021.
- « Conjoncture économique en Bourgogne-Franche-Comté », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, janvier 2021.
- « Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, mai 2021.
- « Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, mai 2021.
- « Fiches territoires », DREETS Bourgogne-Franche-Comté, mai 2021.
- « Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en Bourgogne-Franche-Comté », DREETS et Pôle Emploi Bourgogne-Franche Comté, avril 2021.
- Tableau de bord de la conjoncture Bourgogne-Franche-Comté, Insee (emploi, chômage, etc.).
- « La conjoncture en Bourgogne Franche-Comté », Tendances régionales, Banque de France, mars 2021.
- « La construction de logements neufs en Bourgogne Franche-Comté », Dreal Bourgogne Franche Comté, janvier 2021.

PUBLICATIONS NATIONALES:

- « Suivi hebdomadaire du marché du travail durant la crise sanitaire », Dares.
- <u>Tableau de bord de la conjoncture</u>, Insee (PIB, emploi, chômage, production, etc.).
- « Chiffres du commerce extérieur » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :

https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf

Conception et réalisation : Émilie Vivas Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr